

Au Liban dévasté : un pays sous très haute tension¹

Si l'on a enregistré un relatif retour au calme dans le pays, l'opposition emmenée par le Hezbollah réclame toujours la démission du gouvernement Siniora. La moindre étincelle peut remettre le feu aux poudres.

Le calme semble revenu dans la capitale libanaise. Mais le feu couve toujours sous la cendre à la suite des échauffourées de la fin janvier qui avaient fait plusieurs morts et plus de 150 blessés. Après des semaines d'un rude face-à-face entre une « majorité » et une « minorité » pour le moins hétéroclites. Le mardi 23 janvier, alors que les adversaires du gouvernement Siniora avaient décrété une grève générale, des batailles rangées éclataient entre chrétiens, ceux des Forces libanaises de Samir Geagea (majorité) et ceux du Courant des forces patriotiques du général Aoun, allié aujourd'hui du Hezbollah dans l'opposition. Résultat : deux morts et des dizaines de blessés. Deux jours plus tard, c'étaient les partisans du Mouvement du futur (sunnites) de Saad Hariri, le fils de l'ancien Premier ministre assassiné, qui affrontaient les chiites du Hezbollah et du mouvement Amal. Après plus de deux mois de tensions, les Libanais ne pouvaient manquer de voir se redessiner les traits grimaçants de la guerre civile, même si dans chaque camp les responsables, officiellement en tout cas, appellent leurs partisans à ne pas envenimer la situation et à un retour au calme. On a vu ainsi le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, lancer un décret religieux – une « fatwa » - pour « évacuer les rues » dans « l'intérêt du pays et de la paix civile » et exigé « une entière coopération avec l'armée. » Mais la situation reste précaire. N'a-t-il pas suffi d'une banale querelle entre étudiants des deux camps pour que s'enflamme la violence le 25 janvier, signe que le moindre incident peut conduire à l'escalade ?

Initiatives régionales

Une guerre civile ? Comme celles qui ont déjà coûté si cher au pays (voir encadré « *Le coût des conflits* ») ? « *Que Dieu maudisse celui qui l'a réveillée* » titrait le quotidien *As Safir*. *Ad-Dyar* réclamait « *une solution politique et un gouvernement d'union..* » *An-Nahar* écrivait que « *seul le dialogue peut éteindre l'incendie.* » En constatant : « *La rue vient de prouver, encore une fois, que les problèmes ne peuvent être résolus par des manifestations et des rassemblements qui ne font qu'exacerber les tensions.* » Dans les Etats de la région, comme au sein de ce que l'on appelle par facilité de langage, la « communauté internationale », l'inquiétude n'est pas moins grande. Un exemple. Le 25 janvier, l'Arabie saoudite a envoyé son chef de la Sécurité nationale, Bandar Ben Sultan, à Téhéran pour évoquer avec son homologue iranien la situation libanaise. Dans le même temps, l'ambassadeur de Téhéran au Liban évoquait des consultations tripartites entre son pays, l'Arabie saoudite et la Syrie. La Syrie et l'Iran qui soutiennent le Hezbollah, peuvent faire pression sur lui et l'amener à plus de souplesse. Mais qui voudraient aussi réintégrer le jeu politique régional, sortir ainsi de leur isolement, malgré le refus têtu de l'administration Bush de les considérer comme des interlocuteurs valables.

La question sociale

Personne n'oserait parier sur les chances de succès rapides de telles initiatives et sur une paix durable, tant qu'un certain nombre de conditions confessionnelles, politiques et socio-économiques ne seront pas remplies. Il importe de ne pas « *sacrifier le Liban sur l'autel des conflits pour un ministère de plus ou de moins, ou des intérêts et des victoires personnelles, mais de déployer tous les efforts pour lui éviter l'épreuve d'une guerre confessionnelle* » a insisté le journal *An-Nahar*. Mais ces efforts passent par l'application, enfin, des accords de Taël de 1989 qui, parmi d'autres choses, insistait sur la nécessaire déconfessionnalisation du pays alors que les anciens démons continuent à rôder, au-delà

¹ Analyse parue dans le N° 306 du *Journal du mardi*, 6 février 2007.

des alliances successives de circonstance entre les différents clans. Mais il importe aussi de ne pas évacuer la question sociale qui est et reste au centre des préoccupations de la population, notamment et surtout dans les zones à majorité chiite.

Or, on ne peut pas dire que les gouvernements occidentaux traitent cette question au mieux quand on constate en quels termes ils soutiennent politiquement et financièrement le gouvernement du Premier ministre Siniora. Tout en faisant d'ailleurs « comme si » la dernière agression israélienne n'avait pas encore aggravé la situation d'un Etat aux institutions paralysées depuis la démission du gouvernement des ministres chiites. Le Parlement, en effet, est présidé par le chiite Nabih Berri du mouvement Amal. Le Premier ministre est sunnite. Et le président de la République, Emile Lahoud, est chrétien-maronite et accusé de complicité avec la Syrie.

Grande messe à Paris

Dès lors, le plan de réforme proposé par Siniora avec l'aval du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale – avec notamment les privatisations des secteurs de l'électricité et des télécommunications ou une augmentation de la TVA...- est en rade. Ce qui ne calme par les ardeurs d'une partie de la communauté internationale qui vient de se réunir à l'invitation de Jacques Chirac. Exercice soigneusement mis en scène de soutien à Fouad Siniora, la troisième conférence de Paris s'est tenue en présence des plus hautes personnalités de la politiques et de la finance internationale associées. On y a vu par exemple la secrétaire d'Etat états-unienne Condoleeza Rice, le néoconservateur Paul Wolfowitz, placé par Bush à la tête de la Banque mondiale avec l'appui des Européens représentés par Javier Solana. Pour faire nombre dans le parterre, siégeaient également le nouveau secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon et les représentants des pétromonarchies occidentales du Golfe.

Cette conférence avait pour but avoué d'aider à réparer les dégâts provoqués par l'aviation israélienne l'été dernier contre le Liban. Mais on sait aussi que Washington espère de Fouad Siniora qu'il joue son rôle dans le jeu impérial américain au Moyen-Orient (ce que lui reproche l'opposition), par exemple en servant d'avant poste face à la Syrie et à l'Iran, deux éléments du délire obsessionnel de George Bush dans la région. Répétons le, la responsabilité des leaders israéliens dans les tensions actuelles a été, dans la foulée, soigneusement occultée.

Des dollars à la pelle

« *Le montant de la collecte faite au profit du Liban s'élève à un peu plus de 7 milliards 600 millions de dollars* », a annoncé fièrement Jacques Chirac. Paris, Washington et l'Union européenne ont annoncé des aides pour un montant de 1,92 milliard de dollars. Ce à quoi s'ajoutent des promesses fermes d'aide d'un milliard de dollars de l'Arabie saoudite et de versement par la BEI (Banque européenne d'investissement) de 960 millions d'euros, soit près de quatre milliards de dollars. Ce pactole va-t-il permettre au Liban, qui n'en espérait pas tant, de retrouver le chemin de la croissance ? En effet, avec une dette publique représentant plus de 180 % du produit intérieur brut (PIB), le pays est au bord de la banqueroute.

On peut aussi rappeler que la situation économique et financière libanaise a déjà fait l'objet de deux réunions internationales. Lors de la conférence dite de Paris I, en février 2001, il avait bénéficié d'une aide de 500 millions d'euros. En novembre 2002 (conférence de Paris II), 3,2 milliards de dollars avaient été accordés au Pays du cèdre en contrepartie, déjà, d'un plan de redressement d'inspiration néolibérale que le Premier ministre d'alors, Rafik Hariri, s'était engagé à mettre en oeuvre afin de renverser la dynamique de la dette.

En 2002, le déficit de la balance commerciale était de 4,8 milliards de dollars, et le solde de la balance courante montrait un déficit de moins 19 % d'un PIB de 18,5 milliards de dollars. Parmi ces réformes structurelles envisagées figuraient classiquement la privatisation d'entreprises publiques, une réduction des dépenses de l'État et une amélioration des recettes fiscales, réformes qui devaient se traduire, à l'horizon 2005, par une baisse notable de la dette. Force est de constater que ces deux premiers plans ont débouché sur des résultats inverses des buts proclamés puisque, bien que le PIB soit passé de 17 milliards de dollars en 2001 à 22,3 milliards entre 2001 et 2005, le poids de la dette publique, loin de baisser, a considérablement augmenté. alors que par ailleurs le taux de croissance stagnait autour de 2 %.

Toujours l'austérité

A cette situation économique difficile, se sont ajoutés les effets socialement coûteux pour les couches les plus démunies de la guerre d'agression israélienne de l'été 2006. En effet, les trente-trois jours de conflit se sont traduits par une terrible saignée pour l'économie et les finances du pays : entre 3 et 5 milliards de dollars.

Or, l'aide internationale promise par les bailleurs de fonds occidentaux et leurs alliés arabes a un prix. Avec l'aval du FMI et de la Banque mondiale, le Premier ministre libanais a présenté un nouveau programme de réformes courant de 2007 à 2011, qualifié d'ambitieux, et destiné à en revenir à des équilibres comptables plus acceptables, comme ramener le taux d'endettement de 180 % du PIB à 140 %. Parmi d'autres recettes néolibérales, il s'imposerait de réduire encore le train de vie de l'État en réformant l'administration publique, soit en réduisant le nombre de fonctionnaires, de réformer le secteur financier, d'augmenter les recettes fiscales au moyen d'une hausse des taxes, de restructurer les entreprises publiques pour préparer leur privatisation.

Or, les comptes étant faits, les recettes attendues de ce programme de privatisation, sur fond de réduction des dépenses dans un pays où les services publics partent à vau l'eau, ne rapporteraient pas des masses. On parle d'un peu plus d'un milliard de dollars. Autrement dit, la cure d'austérité néolibérale, envisagée dans un pays où le chômage et la pauvreté sont massifs, signifierait un coût social extrêmement douloureux pour les couches les plus fragilisées et aggraverait encore plus les inégalités. D'où aussi, le contexte de crise sociale et politique aiguë, d'un pays sorti exsangue d'une guerre dévastatrice. Voilà aussi pourquoi la question du maintien au pouvoir du gouvernement Siniora est contestée par de vastes mobilisations. D'autant que les pilules néolibérales imposés aux Libanais depuis quinze ans ont surtout été douces aux couches les plus aisées et à la spéculation.

Elections anticipées

De nouveaux affrontements ne sont donc pas à exclure. Le Hezbollah et les autres mouvements de l'opposition – Amal, le Courant patriotique libanais du général chrétien Aoun - réclament toujours la démission du gouvernement. La majorité est regroupée au sein des forces du 14 mars où l'on retrouve le Courant du futur de Hariri, le parti druze de Walid Joumblatt, les Forces libanaises, le clan Gemayel...). Le moins que l'on puisse dire est que le torchon brûle encore entre les deux camps. Siniora semble hésiter entre la répression des « *atteintes à l'ordre public et des actes qui rappellent la guerre civile, ainsi que la tutelle (syrienne) sur le Liban* » et la « *main tendue dans le but d'arriver à une solution de la crise* », en misant notamment sur une médiation des pays arabes. « *La balle est dans le camp du pouvoir qui s'il s'obstine, sera confronté à une nouvelle escalade* » a répondu l'opposition.

Dans la rue, nombre de libanais moyens regrettent que les partis d'opposition ne se démarquent pas plus nettement des projets économiques du gouvernement. D'autant que ni le Hezbollah, ni le Amal ne

s'étaient opposés à la conférence de Paris si aucune condition politique ne leur était imposée. On le voit, le pays reste loin de l'élaboration d'alternatives aux choix qui l'ont amené dans la détresse. Il y a là un gros problème dans l'actuelle confrontation. Le Hezbollah et leurs alliés chrétiens mettent plus volontiers en avant leur propre agenda politique, comme la composition du gouvernement ou des élections anticipées, que des propositions économiques capables de mettre fin au lotissement confessionnel et au sectarisme.

Au moins, la paix règne-t-elle actuellement sur la frontière sud avec Israël, même si les militaires israéliens accusent le Hezbollah de reconstituer son arsenal avec l'aide de la Syrie et de l'Iran. Ce que réfutent la Finul et l'armée qui quadrillent une région où patrouillent 11.000 casques bleus et près de 15.000 soldats libanais. De plus 8500 militaires sont regroupés sur la frontière syrienne. Calme trompeur dans une région qui, de plus en plus, est sous haute tension ?

Le poids du confessionnalisme

Selon, le président de la fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés du Liban, Ali Mohieddine, cité par L'Humanité, « *Depuis longtemps on parle de réformes sociales. Mais les promesses ne sont jamais tenues (...) On est encore régi par un système confessionnel. Résultat : les richesses sont réparties en fonction des confessions. Les fonds publics sont répartis entre le président (maronite), le Premier ministre (sunnite) et le président du Parlement (chiite). Or les lois votées par le Parlement dans un cadre confessionnel vont à l'encontre de la Constitution puisque celle-ci a intégré les recommandations de Taëf (qui marquèrent la fin de la guerre civile). Le confessionnalisme génère le clientélisme et la corruption. C'est pourquoi nous demandons (...) la fin du confessionnalisme et le passage à une véritable citoyenneté. Il faut mettre en place un gouvernement transitoire et organiser des élections anticipées avec une nouvelle loi, non confessionnelle et qui instaure la proportionnelle.* »

Le coût des conflits

Le coût de la guerre civile, entre 1975 et 1991, fut catastrophique pour le Liban, ce petit pays qui comptait alors quelque trois millions d'âmes. A moins 150.000 morts, 300.000 blessés, 800.000 réfugiés. On a évalué à plus de 20 milliards de dollars les destructions infligées au pays du cèdre qui a subi en outre une dévaluation de la livre nationale et une inflation de 120 %. Administration et Etat étaient dans l'impossibilité de gérer un pays où s'opposaient les milices et occupé de fait par l'armée syrienne.

Si après 1991, le pays a connu plusieurs années d'une croissance soutenue (6 % par an entre 1992 et 1997), ce fut surtout le fait d'opérations immobilières, qui enrichirent quelques hommes d'affaires comme le défunt Hariri et la conséquence des transferts financiers de l'immigration libanaise. La reconstruction a provoqué un terrible endettement de l'Etat : la dette est passée de 1,9 milliard de dollars en 1989 à plus de 40 milliards de dollars à la fin 2005 (181 % du produit intérieur brut), alors que, depuis 1998, la croissance stagne.

L'occupation israélienne du sud du Liban (durant près de vingt ans) n'a pas arrangé les choses. Pas plus, bien sûr, que les trente-trois jours de conflit de l'été 2006 : on parle d'un coût de trois à cinq milliards de dollars, d'un million de personnes déplacées. Le chômage toucherait 40 % de la population et la précarité sociale 42 %, notamment dans la plaine de la Bekaa et dans le sud du pays à forte présence chiite. Les recettes prônées lors de la conférence Paris III, dans un pays déjà frappé par les mesures néolibérales, ne risquent guère d'alléger le fardeau de la pauvreté pesant sur les couches « travaillées » par les idéologies communautaristes.